

Obama pourrait attendre quelques mois avant de s'intéresser au Proche-Orient

WASHINGTON (AFP) - Le président élu américain Barack Obama, qui a fait de la lutte contre Al-Qaïda en Afghanistan et du retrait d'Irak ses priorités, risque d'attendre quelques mois avant de se pencher sérieusement sur les négociations de paix israélo-palestiniennes, selon les analystes.



Le président américain élu Barack Obama et Mahmoud Abbas, à Ramallah le 23 juillet 2008 (© AFP/Archives - David Furst)

Dès l'annonce de sa victoire historique à la présidentielle, le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas a appelé M. Obama à accélérer les efforts en vue d'un règlement du conflit israélo-palestinien et lui a demandé de "faire de l'instauration de la paix une de ses principales priorités".

Mais selon Nathan Brown, du Carnegie Endowment for International Peace, la prochaine administration ne devrait lancer aucune initiative ambitieuse avant les élections israéliennes du 10 février.

"A mon avis, il faudra attendre que le printemps soit bien avancé, pas la prise de fonctions en janvier mais plutôt mars ou avril, avant qu'elle élabore une stratégie", indique cet expert du Proche-Orient.

Un avis partagé par Tamara Wittes, de la Brookings Institution. "La logique est de poursuivre le processus de paix israélo-palestinien", estime cette spécialiste du Proche-Orient qui a conseillé Barack Obama pendant sa campagne. "Mais il y a aussi d'autres priorités".

En outre, la situation sur le terrain "n'augure rien de bon pour les négociations", note Mme Wittes, rappelant que M. Obama prendra ses

fonctions avant les élections législatives anticipées en Israël.

Le nouveau président pourrait se contenter d'envoyer un signal dès qu'il prendra ses fonctions le 20 janvier, montrant sa détermination à poursuivre le processus de paix, estime-t-elle. "Cela pourrait donner aux Israéliens des raisons de soutenir un candidat favorable aux négociations plutôt que quelqu'un qui dit : nous n'avons pas de partenaire".

Les négociations, lancées par le président George W. Bush à Annapolis, près de Washington, il y a un an, sont en outre compliquées par les divisions entre le Fatah de M. Abbas et le mouvement radical Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza en juin 2007.

Le Hamas a appelé mercredi le président élu à "tirer la leçon des erreurs des précédentes administrations, notamment celle de Bush qui a détruit l'Afghanistan, l'Irak, le Liban et la Palestine" et "de ne pas être partial en faveur de l'occupant israélien".

La réaction d'Israël à l'élection de M. Obama a d'ailleurs été prudente. La chef du parti Kadima (centre) et ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, candidate au poste de Premier ministre, a estimé que le président élu des Etats-Unis était "profondément engagé pour la sécurité d'Israël".

Le chef de l'opposition de droite Benjamin Netanyahu, principal concurrent de Mme Livni, s'est dit convaincu qu'il pourrait oeuvrer à la paix au Proche-Orient avec M. Obama.

Mais Zalman Shoval, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, a estimé que le conflit entre Israël et les Palestiniens n'était pas la priorité de M. Obama. "Il doit d'abord s'occuper des questions intérieures, de l'Irak, de l'Iran et ensuite du conflit israélo-palestinien. Sur ce dernier dossier, s'il essaie de changer les choses rapidement, il risque l'échec", a-t-il prévenu.

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, est attendue jeudi après-midi en Israël alors que plusieurs ministres du cabinet de transition ont appelé à un gel de toute négociation d'ici les élections.

Mme Rice doit participer à une réunion du Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie, ONU) à Charm-el-Cheikh (Egypte) les 8 et 9 novembre, pour faire le point avec Israël et les Palestiniens sur l'avancement de leurs négociations de paix.